

L'ÉCHO DES RÉGIONS

CSE F3 Régions des 5 et 6 décembre 2018

LE SOMMAIRE

LE LIMINAIRE DE LA CFDT (p.2)

LES DÉSIGNATIONS LORS DE CE CSE (p.2)

- Les RP Bourgogne et Bretagne
- Composition des commissions du CSE
- Présidences des commissions ASC des antennes
- Les représentants du CSE pour la gestion des cantines

LE POINT SUR CONCUR (p.4)

LES NOUVELLES RÉGIES : Rouen, Reims, Nancy (p.4)

LES PROJETS DE DÉMÉNAGEMENT DE VANVES (p.5)

L'INFORMATION SUR LE DÉPLOIEMENT DE LA RÉFORME DES MOYENS INTERNES DE FABRICATION (p.5)

LE POINT D'ACTUALITÉ SUITE AUX AGRESSIONS CONTRE DES ÉQUIPES DE TOURNAGE (p.6)

LA GRILLE DE PROGRAMMES, RENTRÉE DE JANVIER (p.6)

LE LIMINAIRE DE LA CFDT (à lire [ici](#))

LES DESIGNATIONS LORS DE CE CSE

- La référente F3 pour la prévention harcèlement sexuel et les agissements sexistes sera Karine Cevaer, CGT (Rennes) ; à compter du 1^{er} janvier 2019, elle devra orienter les salariés qui se considèrent harcelés ou victimes, et alerter la direction. Côté direction, il n'y aura pas de référent, les RH et la DQSVT seront en charge de la question.
- Les RP Bourgogne et Bretagne

DIJON : Jean-Renaud Gacon, CGT; Muriel Bessard, Pierre Scholby et Amélie Douay, FO ; François Latour, SNJ.

RENNES : Marc-André Mouchère CFDT, C. Carlier SNJ ; Carole Collinet CGT, V. Marquet CGT, Vincent Teixier CGT, Gaïd Lemoine FO.

- Composition des commissions du CSE

Moyens internes de fabrications :

- présidence : Laurent FAURE – Vidéo mobile – Toulouse
- vice-président : Grégory HEN – Vidéo mobile – Marseille

Economie et structure

- 5 membres élus du CSE (CFDT : Patricia Jomain, Lyon)
- présidée par la direction
- rapporteur : Danilo Comodi, CGT, Le Havre

Nouvelles technologies

- présidence : Philippe Conte, CGT
- vice-président : Olivier Mélinand, CFDT, Brest

Antennes numériques et linéaires

- présidence : Fabienne Labigne, CGT, Nantes
- vice-président : Henri Weiken, FO, Strasbourg

Marchés

- 6 élus titulaires (CFDT : Olivier Mélinand, Brest)
- présidence : Eric Vial, FO, Strasbourg
- vice-président : Pierre Mouchel, CGT, Bordeaux

Emploi Formation

- présidence : Pascal Lefebvre, CFDT, Lille
- vice-présidence : William Maunier, CGT, Metz
- 10 membres (CFDT : Yvonne Roehrig, Strasbourg ; Thierry Cormerais, Poitiers)

Egalité professionnelle

- présidence : Myriam Figureau, SNJ, Lyon
- vice-présidence : Annabelle Igier, CGT, Reims
- 8 membres (CFDT : Bruno Espalieu, Lille ; Elisabeth Point, Bordeaux)

Activités sociales et culturelles

- présidence : Nancy Gressier, CFDT, Lille
- vice-présidence : Thierry Pujo, CGT, Limoges
- 11 membres (CFDT : Philippe Rousselle, Lille ; Christian Laemmel, Strasbourg)

Présidences des commissions ASC des antennes

Picardie	Amiens	Isabelle DEBRAY, CGT
Côte d'Azur	Antibes	Corinne AVANZI, CGT (délégation de signature : P. Martin)
Franche-Comté	Besançon	Eric DEBIEF, CGT
Aquitaine	Bordeaux	Rabéa CHAKIR-TREBOSC, CGT
Basse Normandie	Caen	Charlotte THOMAS, CGT
Auvergne	Clermont-Ferrand	Claude FALLAS, FO
Bourgogne	Dijon	Muriel BESSARD, FO
Alpes	Grenoble	Jean Jacques PICAT, FO
Hauts-de-France	Lille/Lambersart	Philippe ROUSSELLE, CFDT
Limousin	Limoges	Thierry PUJO, CGT
Rhône-Alpes	Lyon	Anne-Sophie SABOUREAU, CGT
Provence Alpes	Marseille	Eliane DOS SANTOS, CGT
Languedoc-Roussillon	Montpellier	Frédéric RINAURO, CGT
Lorraine	Nancy	William MAUNIER, CGT
Pays-de-Loire	Nantes	Alexandra BOULAY DUPE, CGT
Centre Val de Loire	Orléans	Sylvie SAMSON, CGT
Poitou-Charentes	Poitiers	Patrick MAUDUIT, CGT
Champagne-Ardenne	Reims	Annabelle IGIER, CGT
Bretagne	Rennes	Jean-Hervé GUILCHER, CGT
Haute-Normandie	Rouen	Marc MOIROUD, CGT
Alsace	Strasbourg	Christian LAEMMEL, CFDT
Midi-Pyrénées	Toulouse	Magalie DEBENEST, CGT
Paris Ile-de-France	Vanves	Véronique FLOUR, CGT

- **Les représentants du CSE pour la gestion des 7 restaurants d'entreprise du réseau régional :**

Antibes: mandat de gestion à Eliane De Santos
 Bordeaux: Rabéa Chakir-Trebosc (présidente ASC)
 Lille: Nancy Gressier; Claude Framery
 Lyon: Patrick Dehais; Denis Milan
 Marseille: Eliane De Santos
 Nancy: Laurent Maas, Angélique Sergent (CIR)

Une réflexion est en cours sur la gestion de la cantine de Toulouse.

LE POINT SUR CONCUR

Selon la Direction et les remontées des RH, le déploiement de Concur se passe bien à France 3 Régions. Le plan de formation des assistantes est qualifié d'« ambitieux », alors que les élus estiment qu'il ne suffit pas. Il présente des lacunes notamment en ce qui concerne la formation à l'appli Concur. La direction veut continuer les formations en les adaptant.

Les difficultés pointées par les élus :

- transfert de tâches des assistantes vers les autres salariés usagers de Concur...
- avance des frais par les CDD, et retards de remboursements (pas accès à la carte Corporate) : la direction rappelle qu'une avance de frais est possible pour les CDD... si ceux-ci présentent un « justificatif préalable » (une réservation par exemple) !!!
- dysfonctionnements de la hot line Concur : les assistantes prennent en charge le SAV !
- problèmes avec l'Appli mobile ; les assistantes n'ont pas été formées à cette appli, la direction veut mettre en place des formations.
- difficultés dans le déploiement à la filière ; les salariés de la filière ne disposent pas des outils nécessaires à une connexion à Concur. La direction va mettre du matériel à disposition et va former les salariés à la manipulation du logiciel.

Par ailleurs, et ce sera à l'ordre du jour au CSE Central de décembre, FTV veut supprimer le lissage au motif qu'il serait trop complexe sur Concur !

LES NOUVELLES REGIES : Rouen, Reims, Nancy

Ces 3 sites seront en HD, i media compris... France 3 se lance dans un processus d'harmonisation des moyens, pour optimiser les ressources et les coûts... Le « work flow » va donc changer... Mais le débat porte surtout sur un nouvel outil, Overdrive, mis en œuvre par les scriptes, et qui peut être déployé partout – et le « work flow » qui va avec.

Connaissez-vous « Over drive » ?

C'est est un outil de pilotage des synthés et des serveurs, utilisé par les scriptes qui seront alors aussi aux serveurs, à la place du vidéo aujourd'hui.

L'outil Monalisa sera repris en main par les chefs d'édition : là aussi c'est génial... Le chef d'édition pourra changer l'ordre des sujets dans le JT, ce qui est jusqu'à présent une tâche dédiée aux scriptes.

Pour résumer : le chef d'édition s'occupera de l'ordre des sujets dans le JT, il effectue donc une partie du travail des scriptes et du « vidéo serveur ». Les scriptes font les synthés et envoient les sujets à l'antenne.

On pourrait penser que tout cela signifie la disparition d'un poste de vidéo en régie... Mais pas du tout, assure la direction : pas de suppression de poste, le vidéo ex-serveur sera déployé sur « la préparation et l'urgence de dernière minute » ; il vérifiera que les cadres caméras sont faits, fera un tour aux voies pour vérifier que les directs sont bien préparés... etc.

Comme si tout ceci n'était pas fait actuellement en régie !

Les élus ont posé la question du nombre de postes en régie à terme : combien de postes la direction peut-elle garantir ? Pas de réponse.

LES PROJET DE DEMENAGEMENT DE VANVES

Vanves, ce sont 169 personnes, dont 95% restent rattachées à la Direction IDF (rédaction régionale et services support) et 74 seront accueillies dans les services du Siège. Parmi ces 74 personnes, certains resteront planifiés à 100% sur travail de la station régionale IDF. Pour ce faire, les salariés ont été vus et leurs demandes et besoins ont été « mis en cohérence ».

Le déménagement de la station IDF au Siège vise à déplacer une activité, pas de l'arrêter. Le JT et l'antenne ne sont pas menacés et IDF va avoir son propre espace dans le bâtiment du siège ; la rédaction n'est pas concernée par info 2015.

Vanves devient un client technique du siège : peu de personnels de Vanves seront en régie, puisqu'il y a une équipe du national en régie. Les autres renforceront les services du siège...

L'INFORMATION SUR LE DEPLOIEMENT DE LA REFORME DES MOYENS INTERNES DE FABRICATION

Postes et emplois :

Le projet suit son petit bout de chemin, les nominations sont faites au fur et à mesure de l'avancement de la réforme... Le calendrier est respecté, nous dit la direction, la bascule de la nouvelle organisation est toujours prévue au 1er janvier 2019.

Plan de charge 2019 des sites régionaux de la Fabrique

Il n'est... pas encore acté ! Mais ... l'excédent d'activité en post-production (nous sommes au-delà de nos capacités d'accueil) sera externalisé en région. La Direction n'a pas encore estimé cette quantité de travail qui sera sous-traitée. Une ou plusieurs sociétés de post-production ont été identifiées dans chaque région.

Plan de charge fiction

Toujours 21 fictions pour l'ensemble des MIF, réparties sur 3 sites + 1.

Lille 7 (Lille) + 7 (Lyon) + 7 (Marseille) + 2 Mongeville tournés à Bordeaux par des équipes de Marseille, Lyon et Bordeaux. La direction est satisfaite : malgré une commande en 2019 de 25 épisodes supplémentaires du feuilleton "Sous le soleil", le nombre de 20 fictions prévues ne sera pas impacté, au contraire, il y en aura 21... Mais c'est oublier que par rapport à 2018, nous fabriquerons 3 fictions de moins...

Bordeaux devient un laboratoire « fiction numérique » (durée du module estimée à 5mn environ, un ou deux jours de tournage), un tournage commence en janvier. La direction parle d'expérimentation, puis de « laboratoire »... Nous n'en saurons pas plus... NoA TV a commandé 10 épisodes de fiction numérique.

Le tout est évidemment à moyens constants. 100 millions d'euros seront affectés au développement du numérique et à la fabrication de produits numérique.

LE POINT D'ACTUALITÉ SUITE AUX AGRESSIONS CONTRE DES EQUIPES DE TOURNAGE

Ce sera redit à tous les DR : en cas d'agression, France 3 porte plainte y compris en cas d'agression sur Internet. Et il n'y a pas de direct lorsqu'un risque est identifié par l'équipe de tournage.

Les élus demandent que des renforts puissent-être planifiés si besoin, pour que les journalistes ne se retrouvent jamais seuls sur le terrain. Il faut aussi envisager les équipes à 3 et rappeler aux cadres et aux équipes ce qu'est le droit de retrait. La direction se dit favorable à un assouplissement de la « contrainte ETP » si cela permet de contribuer à la sécurité des équipes.

Elle envisage aussi le recours à des prestataires privés professionnels de la sécurité. Le public est informé systématiquement des conditions de travail et de sécurité des équipes.

LA GRILLE DE PROGRAMMES, RENTRÉE DE JANVIER

Les Matinales

Elles changent d'horaire : elles passent de 9H50 à 10H50, avec une meilleure audience potentielle, et seront tournées vers l'offre de service et la solidarité, en mode interactif.

Question : pourquoi certains des modules diffusés dans ces matinales seront-ils fabriqués à l'extérieur ?

- Module de type « question d'un internaute » I-phone : 13 modules différents.
- Modules data commun pour toutes les antennes.
- Autre élément produit en externe : action solidaire, sans obligation d'utilisation (produit par EDEN).
- Feuilleton sur une action de solidarité ou de mobilisation collective.

→ Ils sont fabriqués par la société de production EDEN qui a travaillé sur le pilote.

Les modules sont mis à disposition, aucune antenne n'est obligée de les diffuser... Mais les Directions Régionales payent pour disposer de ces modules !

Les élus rappellent que nos métiers (infographistes, documentalistes) nous permettent aussi de fabriquer ces modules DATA ou interactifs en interne, se qui inscrirait ces métiers dans l'évolution vers le numérique. C'est une occasion ratée pour les personnels de F3 !

Diffusion : 4 émissions/semaine + 1 best-off le vendredi, toute l'année sauf pendant les vacances scolaires. Les antennes choisissent aussi quand et comment enregistrer les émissions. Et si l'actualité le demande, elles pourront passer en mode direct si elles le veulent.

Les météos

Une « expérimentation » d'externalisation (décidemment, l'expérimentation est mise à toutes les sauces...) en Occitanie ; Météo France fourni un PAD : la présentatrice météo de Toulouse est partie à la retraite, et plutôt que de la remplacer, la direction veut tester cette externalisation avec un module d'une minute.

Divers

Nous apprenons qu'« In Situ » s'arrête, alors que « Enquête de Région » continue avec « Réseau d'enquête », qui gagne en audience. La case doc du vendredi soir (« Qui sommes-nous ? ») peut permettre une rediff de ce magazine.

« L'Instant R » (fabriqué par FTR) devient « Ailleurs en France ». Grand Est et Hauts de France positionnent « Complètement à l'est » et « Vous êtes formidables » à la place de « Ailleurs en France ».

PROCHAIN CSE F3 REGIONS : LES 29 ET 30 JANVIER 2019

Vos élus au CSE du Réseau France 3 :

Titulaires : Yvonne Roehrig (Strasbourg), Juliette Roché (Orléans), Patricia Jomain (Lyon), Claude Framery (Lille/Lambersart), Olivier Mélinand (Rennes / Brest), Pascal Lefebvre (Lille)

Suppléants : Nancy Gressier (Lille), Bruno Espalieu (Lille), Philippe Rousselle (Lille), Sandrine Bort (Marseille / Vendargues), Anne-Claire Duloisy (Limoges).

Paris, le 10 décembre 2019

[Nos Délégués syndicaux centraux](#)

Vous souhaitez nous poser des questions ? Contactez-nous au : 01 56 22 88 21

